



## Organisation des Nations Unies

### COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 8 JUILLET 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

#### **ADF :**

**Les ADF ont intensifié leurs attaques contre les civils dans les provinces de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) au cours des 18 derniers mois, élargissant leurs actions au-delà de leurs zones d'opérations habituelles. Ces attaques, qui ont fait près de 800 morts et des dizaines de blessés, pourraient constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, selon un rapport de l'ONU.**

Les ADF sont militairement actifs dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, depuis plus de trois décennies. A la suite de campagnes militaires contre le groupe armé, en particulier depuis octobre 2019, les combattants des ADF se sont dispersés en petits groupes et certains de ces groupes ont fui vers d'autres zones, en particulier le territoire d'Irumu dans la province voisine de l'Ituri, où le nombre et l'intensité des attaques ont considérablement augmenté.

L'impact sur les civils de ces changements sont décrits en détail dans un rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH), qui illustre le caractère systématique et brutal des atteintes aux droits de l'homme commises par les combattants des ADF. Les assaillants ont utilisé des armes lourdes lors d'attaques contre des villages, dont des AK47 et des mortiers, ainsi que des machettes et des couteaux. Ils ont incendié des villages entiers, détruit des centres de santé et des écoles, enlevé et recruté sous la contrainte des hommes, des femmes et des enfants.

« Dans la majorité des cas, les moyens et le mode opératoire des attaques indiquent clairement l'intention de ne laisser aucun survivant. Des familles entières ont été achevées à la machette », peut-on lire dans le rapport. Le rapport souligne que, compte tenu de la nature généralisée et systématique des attaques menées contre la population civile, certaines de ces atteintes aux droits de l'homme pourraient constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Selon les enquêtes du BCNUDH, du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2020, 793 civils ont été tués, 176 blessés et 717 autres enlevés par des combattants des ADF dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Au cours de la même période, 59 enfants ont été recrutés ; et une école, sept centres de santé et des dizaines de maisons de civils ont été attaqués et pillés. Les violences ont provoqué des déplacements massifs des populations entre septembre 2019 et juin 2020.

Les forces de défense et de sécurité nationale ont également commis de graves violations des droits de l'homme, en particulier depuis le lancement de leurs opérations militaires contre les ADF le 30 octobre 2019. Selon le BCNUDH, au cours des huit derniers mois, des soldats des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et des agents de la Police Nationale congolaise (PNC), dont des membres des forces spéciales de la Légion nationale d'intervention (LNI), ont été responsables de la mort de 14 civils, de blessures graves sur 49 autres, ainsi que d'arrestations arbitraires ou détentions arbitraires de 297 civils.

Ces violations ont renforcé la méfiance de la population à l'égard des forces de sécurité et de défense, alimentées par la poursuite des atrocités commises par les groupes armés. Depuis 2019, quelque 400 combattants des ADF attendent d'être jugés. « Nous appelons les autorités de l'État à redoubler les efforts pour mener à bien les dossiers judiciaires en cours contre toutes les allégations de violations et abus des droits de l'homme, de traduire en justice tous les auteurs présumés et d'assurer le droit à la vérité, à la justice et aux réparations pour les victimes et leurs familles », a déclaré Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et cheffe de la Mission de stabilisation en RDC.

« Les autorités devraient établir des programmes d'engagement communautaire afin d'améliorer les relations entre les FARDC et la PNC et les civils qu'ils sont déployés pour protéger », a-t-elle ajouté. Le rapport appelle également à la mise en place de programmes crédibles et fiables de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de rapatriement (DDRR) pour encourager les combattants à déposer les armes et à retourner à la vie civile, et aux membres des groupes armés étrangers à rentrer dans leurs pays d'origine. Ces efforts devraient s'accompagner d'un processus global de justice transitionnelle, afin de prévenir la résurgence de la violence et de construire une paix durable dans la région.

### ITURI :

**Cent soixante-quinze casques bleus de la compagnie d'ingénierie népalaise de la MONUSCO ont reçu la médaille des Nations Unies le 3 juillet 2020 pour services rendus aux Nations Unies.** C'est le commandant du secteur Nord de la Force onusienne en Ituri, le général Ali, qui a présidé la cérémonie de remise desdites médailles. Ces ingénieurs népalais ont exécuté une multitude de tâches et de projets en appui au mandat de la MONUSCO depuis 2003 en Ituri, notamment la réhabilitation de routes à travers la RDC et principalement dans la province de l'Ituri.

Depuis le début de cette année et parmi leurs nombreux projets entrepris dans la province, on peut citer : la construction/réhabilitation des sites pour le désarmement et la démobilisation de la milice de la FRPI à Kazana et Karatsi dans la chefferie de Walendu Bindi en territoire d'Irumu ; la réhabilitation des ponts Sona et Mwanga dans la banlieue de Bunia, la réhabilitation de la route Bogoro-Kasiyani, l'extension du camp de déplacés de Kigonze à Bunia, ou encore la construction d'un caniveau et d'un point d'eau potable à l'école primaire Sangara à Bunia.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

En outre, la MONUSCO a procédé le dimanche 5 juillet 2020 à l'évacuation médicale et à titre humanitaire de deux civils, dont une fillette de 11 ans, de Fataki en Ituri à Beni au Nord-Kivu où elle devrait être prise en charge par le Comité international de la Croix-Rouge, CICR. La fillette, qui était accompagnée par son père, avait été grièvement blessée à la jambe droite le 27 juin dernier lors de combats entre l'armée régulière congolaise (FARDC) et des miliciens du groupe armé CODECO dans les villages de Gudjo, Dhera et Ngkpa en territoire de Djugu. Ce jour-là, les casques bleus uruguayens de la MONUSCO avaient évacué la jeune fille de son village, Gudjo, vers l'hôpital de Fataki à une trentaine de kilomètres de là, après lui avoir administré les premiers soins d'urgence. Mais, compte tenu de la gravité de ses blessures, un hélicoptère de la Mission a procédé dimanche dernier à son évacuation vers Beni où le CICR dispose d'infrastructures adéquates pour la prise en charge de civils blessés dans des conflits.

### TANGANYIKA :

**Une équipe conjointe MONUSCO-UNOPS a effectué le 2 juillet 2020 une mission à Lambo Kilela, à 142 km au nord-ouest de Kalemie avec pour principal objectif d'évaluer la situation sécuritaire et la faisabilité d'un projet de réhabilitation des routes dans la localité. Les partenaires locaux de la chefferie Tumbwe et les FARDC ont été parties prenantes à la mission.**

Globalement, au plan sécuritaire, des améliorations ont été observées malgré la présence de groupes Mayi-Mayi Apana palé entre Kampulu (Nyunzu), Mulumba Kahenya (Kalemie) et Mukundi (Nyunzu) où des civils ont continué d'être enlevés. Néanmoins, le retour dans le milieu, des populations locales des communautés Twa-Bantu est en cours. Environ 500 ménages ont regagné les localités environnantes de Lambo-Kilela malgré les conditions de précarité. Concernant le projet de réhabilitation de la route, les partenaires locaux ont insisté sur la réhabilitation du pont sur la rivière Lwama qui affecte les opérations militaires contre les groupes MMAP dans la région. La MONUSCO envisage également d'organiser des patrouilles conjointes dans le but de dominer tout l'axe jusqu'à Kampulu en territoire de Nyunzu.

**En outre, la section des Affaires civiles de la MONUSCO a récemment organisé une sensibilisation à la prévention des conflits intercommunautaires en territoire de Bendera à 120 km de Kalemie, avec pour objectif de résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs.**

Avec le début de la période de transhumance dans la région qui s'étend de juillet à octobre, les affrontements et les conflits entre agriculteurs et éleveurs s'intensifient généralement. C'est pourquoi des activités similaires ont été menées à Kwabulanga (51 km au nord-ouest de Kalemie), ainsi que dans les localités de Kakinga et Muleka, respectivement à 75 et 80 km au nord de Kalemie, afin de prévenir tout conflit et de promouvoir le dialogue et la cohabitation pacifique.

**Enfin, la Police des Nations Unies (UNPOL) a procédé à la pose de la première pierre pour la construction d'un Centre de santé au profit de la Police nationale congolaise (PNC) de Tanganyika, le 1er juillet 2020 à Kalemie.**

Ce Projet à impact rapide (QIP) s'élève à 48 942 dollars américains. Il a pour objectif d'offrir aux policiers un cadre adéquat pour les soins médicaux, afin de faciliter la prise en charge médicale de leurs familles et de renforcer la capacité opérationnelle de la Police provinciale du Tanganyika en améliorant les conditions socio-professionnelles des policiers.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungou, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Ce centre médical comprendra plusieurs services, dont un laboratoire, une salle d'opération, une infirmerie, une maternité et un cabinet de médecin et sa construction devrait durer trois mois. Le projet consiste également à équiper le centre en matériel médical, informatique, bureautique et mobilier.

### **KASAI :**

**La Police des Nations Unies (UNPOL) du secteur de Kananga organise du 6 au 10 juillet 2020 deux sessions de formation au profit d'environ 80 agents de la Police nationale congolaise (PNC) sur la circulation routière et le Groupe Mobile d'Intervention (GMI).** UNPOL a également organisé le 2 juillet un atelier de réflexion autour de la coordination des réponses dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre, VBG.

**L'unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la MONUSCO a clôturé le 27 juin, 5 jours de formation de 30 cadres de la Police des polices** dont 5 femmes commis à la prison centrale de Kananga sur la gestion de la sécurité pénitentiaire.

**Enfin, le 2 juillet, à Tshikapa, un plaidoyer de la MONUSCO auprès du gouverneur de la province du Kasai** a abouti à l'allocation de 1 000 dollars du budget provincial pour acheter des vivres à la prison centrale à la suite de troubles la veille qui avaient pour origine le manque de nourriture dans cet espace carcéral. La MONUSCO continue de collaborer avec les autorités provinciales pour trouver une solution durable à ce problème.

### **SITUATION MILITAIRE**

**(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)**

**Nonobstant les défis liés aux restrictions qu'imposent la pandémie de coronavirus, la Force de la MONUSCO poursuit inlassablement les activités entrant dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat dont la priorité demeure la protection des civils. Plus de 3 600 activités opérationnelles ont été exécutées au cours des deux semaines écoulées. Aussi, afin de renforcer la synergie d'action et la collaboration entre leurs entités respectives, le Lieutenant-Général Costa Neves, commandant la Force de la MONUSCO, accompagné du Général de Brigade commandant le Secteur Centre, ont tenu une réunion avec les responsables militaires FARDC de la 34<sup>ème</sup> Région Militaire à Goma.**

Les informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

**Dans la province de l'Ituri, les patrouilles ont été accentuées dans les localités où la menace est persistante** telles que la ville de Bunia, les localités de Pisto, Soleniama et la Route nationale No 27. Le détachement temporaire de Amee ainsi que la Base temporaire de Fataki ont mené des patrouilles robustes en vue de prévenir les attaques des groupes armés dans les localités de Gudjo, Dhera et Ngakpa. Quant aux détachements temporaires de Bayoo et de Tchabi, ils ont mené des patrouilles mécanisées dans les régions de Ngototsi, Lodha, Bwakadi et Bukaka en vue de protéger les populations civiles. Le 4 juillet 2020, une section du bataillon marocain

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochef@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochef@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

de Gina est intervenue promptement en renfort au FARDC prises à partie par des assaillants qui ont fini par battre en retraite.

**Dans le territoire de Beni**, des patrouilles de nuit ont été effectuées dans les localités de Samboko, Kasana et Eringeti pour dissuader les groupes armés notamment les ADF. Les patrouilles et actions conjointes avec les FARDC se poursuivent notamment dans les régions de Similiki, Halungupa et sur l'axe Beni-Kasindi. Le 30 juin 2020, suite à des informations faisant état d'attaque imminente dans la région, la base opérationnelle de Kamango et les FARDC ont effectué une patrouille conjointe de dissuasion afin de prévenir toute velléité d'attaque de la part des ADF. Le 5 juillet 2020, la Compagnie Indonésienne de Génie, malgré le décès d'un des leurs dans une embuscade le 22 juin 2020, n'ont ménagé aucun effort pour secourir plus d'une quarantaine de personnes englouties dans les décombres d'un immeuble effondré la veille. De même, la réhabilitation du pont de Holulu s'est-elle poursuivie par ladite compagnie.

**Dans le reste de la province du Nord-Kivu**, la situation demeure préoccupante notamment au niveau des camps de Personnes déplacées internes (IDP). En effet, les récurrents affrontements entre divers groupes armés exposent ces déplacés à toutes sortes d'exactions. Ainsi, des patrouilles de sécurisation ont-elles été menées de façon intensive dans la région par les détachements temporaires de Pinga, Musienene, Npati en vue de protéger les couches les plus vulnérables. Des patrouilles de dissuasion effectuées dans les régions de Lubero et de Miriki ont permis de limiter de façon remarquable les violations aux droits de l'homme.

**Dans la province du Sud-Kivu**, en raison de la persistance des conflits inter-ethniques, des patrouilles couplées avec des séances de sensibilisation ont été menées dans les localités de Lubichako, Lambo Katenga, Miketo et Kataki. Ces actions visent d'une part à dissuader les velléités d'attaque par les groupes armés et d'autre part, à restaurer et renforcer l'entente et la confiance au sein des divers groupes ethniques. Des missions de longue portée ont également été effectuées dans les localités de Monyi, Kambagete, Budod, Kitoko et Keisha.

### EQUIPE DE PAYS

#### **EBOLA :**

**Le Coordonnateur humanitaire, David McLachlan-Karr, a conclu le 6 juillet une visite de quatre jours dans la province de l'Equateur - la deuxième en l'espace de trois semaines -, une visite destinée à s'enquérir de la réponse à l'épidémie d'Ebola qui sévit dans cinq aires de santé de la province.**

Il a notamment participé à la réunion du comité provincial de coordination de la riposte Ebola et COVID 19 en présence du Gouverneur et du ministre provincial de la Santé, et eu des échanges avec les acteurs de la riposte ainsi qu'avec des représentants de la société civile. Entre autres, il a réitéré l'urgence d'accélérer la réponse, de renforcer les capacités des zones, et de mettre en œuvre rapidement la stratégie de sensibilisation à base communautaire. Avec les représentants de la société, les échanges ont porté sur leur implication dans la sensibilisation et la réponse au virus Ebola, ainsi que sur les questions de développement de la province. Le dernier bilan de cette 11<sup>ème</sup> épidémie d'Ebola fait état de 18 morts et 43 cas.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

### REFUGIES :

**Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est alarmé par le nombre croissant de violentes attaques menées par des groupes armés contre des civils déplacés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le HCR appelle les autorités à renforcer la présence policière et des forces armées, avec l'appui de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) pour améliorer la sécurité et traduire les responsables en justice.**

La RDC a l'un des taux les plus élevés de déplacement interne au monde. Plus de cinq millions de personnes sont devenues des déplacés du fait de l'insécurité à l'intérieur du pays, tandis que près d'un million de Congolais ont rejoint, en quête de sécurité, des pays voisins en tant que réfugiés. Le HCR reçoit des témoignages sur la façon dont les groupes armés sèment la terreur parmi les personnes qui ont fui leur foyer et qui se trouvent dans les sites de déplacement et les zones d'accueil, ou parmi celles qui sont de retour chez elles. Les récits font état de tueries, de mutilations, de violences sexuelles et de pillages. En raison de son soutien présumé envers les militaires, la population déplacée subit des attaques de représailles de la part de groupes armés, qui reviennent terroriser les villages après la fin des opérations de libération menées par les forces armées qui ont quitté ces zones.

Au cours des huit dernières semaines, le HCR et ses partenaires ont enregistré de multiples attaques perpétrées par des groupes armés dans des sites et des villages hébergeant des déplacés, principalement dans le territoire de Djugu dans la province de l'Ituri, dans les territoires de Fizi et Mwenga dans la province du Sud-Kivu, et dans les territoires de Masisi et Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. Durant les six derniers mois, les violences ont déplacé plus d'un million de personnes dans ces régions.

Par ailleurs, le HCR indique que plus de 3 000 demandeurs d'asile congolais sont entrés en Ouganda entre le 1er et le 3 juillet 2020 par les points de passage de Guladjo et de Mount Zeu, dans le district de Zombo. Les nouveaux arrivants faisaient auparavant partie d'un groupe plus important d'environ 45 000 personnes, selon les autorités locales de la RDC, qui avaient tenté de fuir vers la frontière ougandaise avec la RDC peu après les attaques meurtrières de milices contre des civils dans la province de l'Ituri les 17 et 18 mai. Si certaines personnes ont pu retourner dans leur région d'origine, des milliers d'autres sont restées coincées près de la frontière. Tous les nouveaux arrivants seront soumis à un contrôle de sécurité et à un examen médical à la frontière. Les personnes vulnérables seront identifiées, feront l'objet d'une procédure accélérée et recevront de l'aide de façon prioritaire.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28